

## Questions orales

[Français]

**L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, j'aurais apprécié que mon collègue de Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est fût là hier pour écouter le discours en entier. J'ai dit que nous devons comme gouvernement partager avec l'entreprise privée, avec l'ensemble des intervenants du milieu, je n'ai pas dit que le milieu ne devait compter que sur lui-même, en collaboration avec le gouvernement, pour développer des programmes. Et les résultats sont là. Je ne fais que référer aux résultats de la stratégie de l'emploi et je dois rendre hommage à ma collègue qui a mis en place une excellente structure dont vous avez rêvé pendant des années.

● (1420)

[Traduction]

## LA FORMATION DES TRAVAILLEURS

**L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est):** Monsieur le Président, j'ai lu tout son discours ce matin. Même si je n'étais pas ici hier, j'ai lu le discours plusieurs fois et il a dit: «La formation pratique et l'expérience du travail conduisent à des emplois permanents.» Le ministre était-il vraiment sérieux lorsqu'il a dit cela? Ne se rend-il pas compte qu'il y a des milliers de travailleurs au Canada qui ont une formation pratique et l'expérience du travail et qui ne peuvent pourtant pas trouver d'emplois? Ne comprend-il pas...

**M. le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député pourrait-il poser sa question.

**L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, le député veut-il me dire que sans formation ces travailleurs auraient un emploi aujourd'hui?

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

## L'AIDE AUX CÉRÉALIERS

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, je voudrais aussi poser au premier ministre une question traitant de l'aide aux producteurs de céréales canadiens en difficulté. En réponse à une question que j'ai posée hier, le gouvernement nous a annoncé que l'argent de cette aide ne proviendrait pas des programmes agricoles existants. Je voudrais des garanties au sujet de deux autres sources potentielles de financement. Le premier ministre peut-il nous donner la garantie que les crédits qui seront consacrés à l'aide aux producteurs de céréales ne proviendront pas de coupures dans d'autres programmes fédéraux, et que les provinces, qui sont déjà mises à rude épreuve, ne seront pas mises à contribution?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, ce sont les agriculteurs qui ont besoin d'aide qui

bénéficieront de cette aide, et je sais que mon honorable collègue s'associera à nos efforts. L'argent ne proviendra pas des programmes agricoles existants, il proviendra des initiatives de notre plan.

## LA PROVENANCE DES FONDS

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, je ne sais pas ce que le premier ministre a mangé à midi, mais nous faisons vraiment du surplace aujourd'hui. J'ai reconnu que le premier ministre avait déclaré hier que cet argent ne viendrait pas des programmes agricoles. Nous lui demandons la garantie que cet argent ne sera pas tiré des programmes fédéraux existants, des programmes sociaux, d'autres programmes, des programmes de logement, et nous lui demandons la garantie que le gouvernement du Canada, avec toutes les ressources dont il dispose, ne mettra pas les provinces à contribution.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, j'ai l'impression que mon honorable collègue fait tout ce qu'il peut pour empêcher le gouvernement de venir en aide aux agriculteurs.

**Des voix:** Bravo!

**Une voix:** Bonjour les dégâts.

**M. Mulroney:** Pourquoi mettre autant de bâtons dans les roues à un gouvernement qui essaie d'aider les agriculteurs? Ce que nous disons, c'est qu'il doit y avoir une réunion jeudi et une autre la semaine prochaine. Nous élaborons un plan financier qui ne diminuera pas l'aide actuelle aux agriculteurs, et nous cherchons un moyen de leur apporter une aide financière supplémentaire. Il me semble que mon honorable collègue pourrait féliciter le gouvernement de l'aide qu'il apporte aux agriculteurs.

## ON DEMANDE UN IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, le premier ministre n'a pas répondu au chef de l'opposition ni à moi-même, que ce soit aujourd'hui ou hier, sur les autres provenances éventuelles de ces fonds ou la participation éventuelle des provinces.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Encore un petit essai, Ed.

**M. Broadbent:** Je vais faire une troisième tentative, monsieur le Président. Étant donné que son ami Ronald Reagan a accru les impôts sur les sociétés de 120 milliards de dollars aux États-Unis et que nous avons 79 000 entreprises rentables qui ne paient pas un sous d'impôt, le gouvernement du Canada vait-il, au lieu d'effectuer des coupures dans d'autres secteurs et d'aller puiser dans les ressources des provinces, mettre en place un impôt raisonnable sur les sociétés destiné à rapporter au moins 3 milliards de dollars de revenus supplémentaires qui pourront être consacrés à l'aide aux agriculteurs canadiens?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, s'il a la patience d'attendre, peut-être le prochain budget lui donnera-t-il raison.